

Huishoudelijk reglement

Art. 6. Binnen 60 dagen na de eerste benoeming van zijn leden maakt de raad een huishoudelijk reglement op dat hij ter goedkeuring aan de Regering voorlegt.

Uitvoering

Art. 7.

De Minister bevoegd inzake Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Inwerkingtreding

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Eupen, 2 mei 2007.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3055

[2007/202255]

14 JUIN 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 19 octobre 2006 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 octobre 2006, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 juin 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 598 (2006-2007), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 13 juin 2007.

Discussion - Votes.

Accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-capitale

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu la décision du Parlement et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie;

Vu le Règlement (CE, EURATOM) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes;

Vu le Règlement (CE, EURATOM) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, EURATOM) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 22 mars 2007;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2007;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 22 mars 2007;

Considérant qu'il appartient aux autorités publiques de désigner une structure appropriée, dénommée Agence nationale, pour assurer la mise en œuvre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie en ce compris la gestion financière;

Considérant que les matières concernées par ce programme, à savoir l'éducation et la formation tout au long de la vie, sous l'angle de la mobilité, de financement de projets, partenariats ou réseaux entre acteurs de plusieurs Etats de l'Union éventuellement élargie à des pays tiers, relève en Belgique de la compétence des Communautés et Régions;

Considérant que la Commission de l'Union européenne reconnaît dans le cadre des programmes relevant de la Direction générale de l'éducation et de la Culture, l'existence de trois Agences en Belgique dépendant des Communautés française, flamande et germanophone;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de créer une Agence francophone;

Considérant que la décision du parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie confie aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour assurer à leur niveau le fonctionnement efficace du programme intégré, en associant toutes les parties concernées par les aspects de l'éducation et de la Formation tout au long de la vie, conformément aux pratiques nationales;

Considérant que les pratiques nationales sont adaptées à chaque sous-programme du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;

Considérant que cette décision charge les Etats membres de la création ou de la désignation ainsi que du suivi d'une structure appropriée pour assurer à leur niveau la gestion coordonnée de la mise en œuvre des actions du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (Agences nationales), y compris la gestion budgétaire, conformément aux dispositions réglementaires européennes;

Considérant qu'il est fondamental qu'un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française soit conclu afin d'instaurer un cadre légal pour la mise en œuvre et la gestion du programme intégré d'éducation et de Formation tout au long de la vie;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de sa Ministre-Présidente, Mme M. Arena, et en la personne de sa Ministre Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, Mme M.-D. Simonet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. E. Di Rupo, et en la personne de sa Ministre de la Formation, Mme M. Arena;

La Commission communautaire française, représentée par son collège en la personne de son Président, M. B. Cerexhe et en la personne de la Ministre chargée de la Formation professionnelle, Mme F. Dupuis;

Ci-après dénommées les "parties",

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, champ d'application et bénéficiaires*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1^o Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie : programme d'action communautaire intégré en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie ayant pour objectif général de contribuer, par l'éducation et la formation tout au long de la vie, au développement de la Communauté de l'Union Européenne en tant que société de la connaissance avancée, caractérisée par un développement économique durable, des emplois plus nombreux et meilleurs et une cohésion sociale accrue, tout en assurant une bonne protection de l'environnement pour les générations futures. En particulier, il vise à favoriser les échanges, la coopération et la mobilité entre les systèmes d'éducation et de formation au sein de la Communauté de l'Union européenne, afin qu'ils deviennent une référence de qualité mondiale.

2° Sous-programmes sectoriels du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie : les sous-programmes sectoriels suivants :

a) le sous-programme Comenius, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement préscolaire et scolaire jusqu'à la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ainsi que des établissements et organisations dispensant cet enseignement;

b) le sous-programme Erasmus, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement supérieur formel et à l'enseignement et à la formation professionnels de niveau supérieur, quelle que soit la durée de leur cursus ou diplôme et y compris les études de doctorat, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant cet enseignement et cette formation;

c) le sous-programme Leonardo da Vinci, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement et la formation professionnels autres qu'au niveau supérieur, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant cet enseignement et cette formation;

d) le sous-programme Grundtvig, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage des participants à toutes les formes d'éducation des adultes, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant l'éducation.

e) L'action Jean Monnet : le sixième programme du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie destiné à soutenir une série d'établissements et d'activités centrés sur l'intégration européenne.

3° Sous-programme transversal du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie : le sous-programme transversal recouvrant les quatre activités clés suivantes :

a) la coopération politique en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie dans la Communauté;

b) la promotion de l'apprentissage des langues;

c) le développement, dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, d'un contenu, de services, de pédagogies et de pratiques innovants fondés sur les TIC;

d) la diffusion et l'exploitation des résultats d'actions soutenues au titre du programme et de programmes connexes antérieur, ainsi que l'échange de bonnes pratiques.

4° Autres actions : autres sous-programmes ou actions dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

5° Agence : Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie mise en place par les parties contractantes.

Art. 2. Le champ d'application du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie consiste en l'apport d'une aide aux actions suivantes :

a) la mobilité des personnes participant à l'éducation et à la formation tout au long de la vie en Europe;

b) les partenariats bilatéraux et multilatéraux;

c) les projets multilatéraux spécialement destinés à améliorer les systèmes nationaux d'éducation et de formation;

d) les projets unilatéraux et nationaux;

e) les projets et les réseaux multilatéraux;

f) l'observation et l'analyse des politiques et systèmes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, l'élaboration de matériel de référence, y compris des enquêtes, des statistiques, des analyses et des indicateurs, les actions visant à soutenir la transparence et la reconnaissance des qualifications et de l'apprentissage antérieur, ainsi que les actions visant à soutenir la coopération en matière d'assurance de la qualité;

g) l'octroi de subventions de fonctionnement pour contribuer à certains coûts opérationnels et administratifs des organisations agissant dans le domaine visé par le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;

h) d'autres initiatives conformes aux objectifs du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie ("mesures d'accompagnement").

Art. 3. Le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie s'adresse :

a) aux élèves, étudiants, personnes en formation et apprenants adultes;

b) au personnel concerné par tout aspect de l'éducation et de la formation tout au long de la vie;

c) aux personnes présentes sur le marché du travail;

d) aux prestataires de services éducatifs;

e) aux personnes et organismes responsables des systèmes et politiques concernant tout aspect de l'éducation et de la formation tout au long de la vie aux niveaux local, régional et national;

f) aux entreprises, aux partenaires sociaux et à leurs organisations à tous les niveaux, y compris les organisations professionnelles et les chambres de commerce et d'industrie;

g) aux organismes fournissant des services d'orientation, de conseil et d'information en rapport avec tout aspect de l'éducation et de la formation tout au long de la vie;

h) aux associations travaillant dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, y compris les associations d'étudiants, de personnes en formation, d'élèves, d'enseignants, de parents et d'apprenants adultes;

i) aux centres de recherche et aux organismes s'occupant de questions d'éducation et de formation tout au long de la vie;

j) aux associations sans but lucratif, aux organismes bénévoles, aux organisations non gouvernementales (ONG).

CHAPITRE II. — *Création et gestion de l'Agence**Section 1^{re}. — Création*

Art. 4. La Communauté française s'engage à créer, au sein de ses services, un service à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, dénommé "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", ci-après dénommée Agence.

Art. 5. L'Agence est responsable de l'organisation et de la gestion du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie ainsi que de tout autre programme européen ou international de mobilité, d'échange et de dialogue que les parties contractantes lui confieraient.

Ses missions sont les suivantes :

1. assurer les relations avec les autorités européennes pour la gestion du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
2. assurer la promotion et l'information relative au programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
3. assurer la mise en oeuvre des actions communautaires prévues par le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
4. remettre des avis sur les projets centralisés;
5. assurer la bonne gestion financière des crédits versés par l'Union européenne au titre de l'aide aux projets concernés par le Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
6. exécuter les éventuels transferts budgétaires entre les sous-programmes;
7. procéder au recouvrement des fonds versés indûment;
8. organiser les appels à candidature;
9. organiser les procédures d'attribution d'aides aux projets dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement.

Section 2. — Gestion

Art. 6. Les organes de l'Agence sont : un Comité de gestion, des chambres et une cellule exécutive.

Art. 7. § 1^{er}. L'Agence est placée sous la direction opérationnelle du Comité de gestion visé à l'article 6.

§ 2. Le Comité de gestion est composé avec voix délibérative de deux représentants du Gouvernement de la Communauté française, de deux représentants du Gouvernement de la Région wallonne et d'un représentant du Collège de la Commission communautaire française.

Un suppléant est désigné pour chaque membre effectif.

En outre, participent à titre consultatif, au Comité de gestion :

1. les Présidents des Chambres;
2. le dirigeant de la cellule exécutive;
3. un représentant du CGRI-DRI;
4. un représentant du Ministère de la Communauté française;
5. un représentant du Ministère de la Région wallonne;
6. un représentant des services de la Commission communautaire française;
7. tout expert ou observateur que le Comité de gestion juge utile d'inviter;
8. l'Inspection des Finances.

En outre, participe à titre d'observateur au Comité de gestion le représentant de la Communauté française au comité de programme de l'U.E.

§ 3. Dans le mois de son installation, le Comité de gestion désigne en son sein son président et deux vice-présidents et soumet cette désignation à l'approbation conjointe des parties contractantes. Le président est choisi parmi les représentants du Gouvernement de la Communauté française

§ 4. Le Comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes. Celui-ci doit notamment prévoir :

- 1° les règles concernant la convocation du Comité de gestion;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles relatives aux prérogatives du président et des vice-présidents;
- 4° les règles relatives à la présidence du Comité de gestion en cas d'absence ou d'empêchement du président ou des vice-présidents;
- 5° les règles du quorum pour que le Comité de gestion délibère valablement ainsi que les modalités de vote;
- 6° la périodicité des réunions du Comité de gestion;
- 7° la forme des plans d'action;
- 8° les règles en fonction desquelles le Comité de gestion peut déléguer certaines tâches à la cellule exécutive ou aux chambres;
- 9° les modalités d'information du Comité de gestion sur les décisions prises par les chambres;
- 10° les modalités d'examen des recours.

Art. 8. § 1^{er}. Il est créé une chambre par sous-programme sectoriel, sous-programme transversal ou autres sections dont la composition et les règles essentielles de fonctionnement sont fixées par le Comité de gestion moyennant approbation des Gouvernements ou Collège concernés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour le sous-programme Erasmus et le sous-programme Jean Monnet, la chambre est constituée par le Conseil supérieur de la mobilité étudiante créé par le décret du 19 mai 2004.

§ 2. Les chambres sont chargées d'assurer pour chacun des sous-programmes et moyennant approbation du Comité de gestion, les missions suivantes :

- assurer les tâches confiées par le Comité de gestion;
- transmettre au Comité de gestion toute proposition en matière de gestion financière des crédits et de leur transfert éventuel vers un autre sous-programme;
- émettre tout avis sur les missions de l'Agence pour la partie du programme qui les concerne pour assurer le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement.

Chaque Chambre est en outre chargée :

- d'émettre, d'initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, des avis ou des recommandations concernant le programme intégré, par sous-programme ou action;
- de transmettre selon une périodicité décidée par le comité de gestion, aux parties contractantes qui l'approuvent, une note d'orientation stratégique, notamment en termes d'objectifs généraux et opérationnels;
- de remettre aux parties contractantes, une évaluation annuelle par sous-programme ou action sur base du rapport d'activités et autres données fournis par l'Agence.

Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, dans la mesure où elles concernent un sous-programme relevant des compétences d'une seule partie contractante les missions visées à l'article 5, alinéa 2, points 8 et 9, peuvent être confiées à la chambre compétente en lieu et place du comité de gestion.

Chaque Chambre peut en outre être chargée par le Gouvernement compétent de la gestion de tout autre programme ou action de mobilité.

§ 3. Dans le mois de son installation, chaque chambre désigne son président et son vice-président en son sein.

§ 4. Chaque Chambre établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation au Comité de gestion.

Celui-ci prévoit notamment les modalités de fonctionnement des tâches déléguées par le Comité de gestion.

Art. 9. § 1^{er}. La Cellule exécutive est chargée de l'exécution des décisions du Comité de gestion ou, le cas échéant, en vertu de l'article 8, § 2, alinéa 3, des chambres, et est responsable de la gestion journalière.

Elle assure le secrétariat du Comité de gestion, sous l'autorité duquel elle est placée, ainsi que celui des Chambres.

§ 2. La Cellule exécutive est placée sous l'autorité fonctionnelle d'un directeur désigné par le Gouvernement de la Communauté française après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Le directeur de la cellule exécutive est désigné parmi les agents définitifs titulaires d'un grade de promotion du niveau 1 au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française et parmi les agents définitifs titulaires d'un grade de promotion du niveau 1 au sein des services du Gouvernement de la Région wallonne et du Collège de la Commission communautaire française chargés de mission au sein de l'Agence.

§ 3. La cellule exécutive se décompose en sections. Chaque section est placée sous l'autorité d'un responsable. Le personnel de l'Agence est réparti sur décision du Comité de Gestion sur proposition du directeur de la Cellule exécutive en tenant compte, pour déterminer le cadre de chaque section, notamment, de la part du subside européen attribuée par sous-programme.

Elle comprend au moins quatre sections respectivement chargées de la gestion des sous-programme Comenius, Erasmus et programme Jean Monnet, Leonardo da Vinci et Grundtvig. Sans préjudice du § 2, alinéa 1^{er}, ces sections exécutent, le cas échéant, les décisions prises par les chambres en vertu de l'article 8, § 2, alinéas 3 et 4.

Elle comprend en outre une section chargée de la coordination du sous-programme transversal défini à l'article 1^{er}, 3^o du présent accord de coopération.

§ 4. Le Gouvernement de la Communauté française désigne les responsables de chacune des sections visées précédemment parmi les agents visés à l'article 12 du présent accord de coopération, après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française dans la mesure où ils sont bénéficiaires du sous-programme visé.

Toutefois, pour la section chargée de la coordination du sous-programme transversal, le responsable est le directeur de la cellule exécutive.

§ 5. Le directeur de la Cellule exécutive exécute les décisions du Comité de gestion sous l'autorité duquel il est placé. Il donne à ce dernier toute information et soumet toutes les propositions utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

Il assure, sous le contrôle du Comité de gestion, la gestion journalière de l'Agence.

Il assiste aux réunions du Comité de gestion dont il dépend avec voix consultative.

CHAPITRE III. — *La Commission de Recours*

Art. 10. Tout demandeur contestant une décision de refus, de suspension ou de retrait d'aide peut introduire un recours administratif auprès d'une Commission de recours qui en accuse réception dans les dix jours calendriers.

La Commission de recours est composée de deux représentants de la Communauté française, deux représentants de la Région wallonne et d'un représentant de la Commission communautaire française.

Le recours doit être introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier ou, à défaut de notification, dans les six mois à partir de l'introduction de la demande. A défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

La Commission de recours rend sa décision motivée dans les trois mois de sa saisine.

CHAPITRE IV. — *Le personnel, les biens affectés, le financement, les comptes et le budget de l'Agence*

Art. 11. Les Gouvernements et Collège veillent à fournir les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Agence selon les modalités déterminées de commun accord.

Section 1^{re}. — Personnel

Art. 12. L'Agence dispose, pour assurer son bon fonctionnement, du personnel nécessaire.

Le personnel de l'Agence est composé :

- d'agents et de membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française;
- d'agents et de membres du personnel des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- de membres du personnel contractuel engagés dans le cadre de l'exécution des programmes européens, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le Ministère de la Communauté française;
- d'agents des Services du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française chargés de missions au sein de l'Agence.

Outre le dirigeant, 14 personnes au moins composent la Cellule exécutive, dont au moins 7 de niveau universitaire.

Section 2. — Biens affectés à l'Agence

Art. 13. Un inventaire reprenant la liste des biens affectés à l'exercice des missions de l'Agence est établi par les parties contractantes dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent accord.

Les parties contractantes conviennent de la propriété des biens inventoriés et ceux acquis par l'Agence pendant la durée de l'accord de coopération, à l'issue de ce dernier.

Section 3. — Financement, comptes et budget

Art. 14. Les ressources de l'Agence comprennent :

- 1° les subventions attribuées aux différents programmes visés à l'article 5, notamment les subventions attribuées par la Commission européenne dans le cadre du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
- 2° les moyens inscrits aux budgets de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° les fonds des tiers mis à sa disposition dans le cadre du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
- 4° les ressources en nature correspondant au détachement de personnel et à l'affectation de moyens par les parties contractantes.

Les moyens visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont calculés, pour chacun des sous-programmes, proportionnellement à la part du cofinancement européen dont bénéficie chaque entité.

Art. 15. L'Agence établit son budget sous la direction conjointe du Comité de gestion. Le budget de l'Agence est annexé au budget général des dépenses de la Communauté française. Il est annexé aux budgets administratifs de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

Art. 16. Le compte d'exécution du budget et le compte de Trésorerie sont arrêtés conjointement par le Comité de gestion au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant. Ils sont transmis à la Cour des comptes par le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions pour le 30 avril au plus tard. Les comptes sont annexés au compte général de la Communauté française.

Art. 17. § 1^{er}. Le budget de l'Agence distingue les recettes :

- 1° relatives aux éventuels soldes à reporter;
- 2° relatives aux programmes visés à l'article 5;
- 3° relatives au fonctionnement de l'Agence;
- 4° relatives aux produits financiers des comptes spécifiques ouverts pour réceptionner les subventions des tiers, notamment de la Commission européenne.

Le budget distingue les recettes relatives au fonctionnement de l'Agence selon leur origine, notamment les recettes relatives aux différents sous-programmes du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie.

§ 2. Le budget de l'Agence ventile les dépenses par section en :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais de fonctionnement;
- 3° frais d'acquisitions;
- 4° frais d'évaluation;
- 5° frais divers.

Art. 18. Le budget de l'Agence est divisé en trois parties :

- 1° les opérations courantes;
- 2° les opérations en capital;
- 3° les opérations pour ordre.

La distinction recettes-dépenses se fait au sein de chaque partie.

Art. 19. Les comptes sont présentés conformément aux modalités fixées par le Comité de gestion.

Ils comportent en tout cas :

- 1° un compte d'exécution du budget;
- 2° un relevé de la situation active et passive de l'Agence;
- 3° un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;
- 4° un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

Art. 20. Dès le début d'un exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice précédent, peuvent être utilisés.

Art. 21. Le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition du Comité de Gestion, désigne deux

comptables de l'Agence, justiciables de la Cour des Comptes. L'un est chargé de la gestion comptable des recettes et des dépenses relatives aux programmes européens et aux produits financiers de ceux-ci. L'autre est chargé de la gestion comptable des autres recettes et dépenses du budget.

Ils sont chargés :

1° du maniement et de la garde des valeurs;

2° de l'établissement et de la conservation des documents visés à l'article 19, alinéa 2.

Art. 22. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française prend les mesures nécessaires à la gestion des comptes spécifiques, ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par des tiers ainsi que les produits financiers découlant de cette gestion.

§ 2. Dans le cadre de la gestion des programmes européens, l'Agence est chargée de gérer des comptes bancaires spécifiques ouverts auprès du caissier de la Communauté française, en conformité avec la réglementation européenne, sous la direction opérationnelle du Comité de gestion. Les intérêts créditeurs de ces comptes sont également gérés par l'Agence au moyen d'un compte bancaire spécifique sous l'autorité du Comité de gestion.

Les produits financiers découlant de la gestion des comptes spécifiques ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par l'Union Européenne sont affectés proportionnellement aux dépenses de chaque sous-programme qui les a générés, sauf décision contraire du Comité de gestion sur proposition des chambres concernées.

Art. 23. Les opérations de l'Agence font l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions en vigueur au sein de la Communauté française relatives au contrôle administratif et budgétaire.

Elles font également l'objet d'un contrôle confié à la cellule d'audit de l'Inspection des Finances mise en place par contrat d'administration entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française, d'une part, et le Corps de l'Inspection des Finances, d'autre part, pour l'exécution d'une mission d'audit des systèmes de gestion et des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens du 7 septembre 1998 et son avenant du 21 décembre 2000.

Art. 24. Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des comptes.

La Cour des comptes peut contrôler la comptabilité sur place; elle peut se faire fournir, en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes de l'Agence.

Art. 25. Un dispositif d'audit de l'Agence est arrêté par le Gouvernement de la Communauté française après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales et finales*

Section 1^{re}. — Exécution

Art. 26. Les modalités d'exécution du présent accord de coopération notamment celles relatives au fonctionnement, au personnel, au financement, au budget et aux comptes de l'Agence, sont arrêtées par le Gouvernement de la Communauté française après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française dans le mois qui suit la sanction du décret portant approbation du présent accord.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 27. Lors de l'entrée en vigueur du présent accord, sans préjudice d'autres dispositions prises à ce propos par chacune des parties contractantes, l'Agence est chargée d'assurer la transition entre ces actions menées dans le cadre des programmes européens précédents relatifs à l'éducation et à la formation dont la gestion est assurée par les parties contractantes et les actions à mettre en œuvre dans le cadre du Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Les parties contractantes veillent, le cas échéant, à prendre les dispositions nécessaires au transfert du personnel concerné.

Section 3. — Durée

Art. 28. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Il est conclu pour une durée d'un an.

Il est de plein droit tacitement renouvelé s'il n'est dénoncé six mois francs avant la date de son expiration.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Président,
B. CEREXHE

La Ministre chargée de la Formation,
Mme F. DUPUIS

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 3055

[2007/202255]

14 JUNI 2007. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest m.b.t. de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren en m.b.t. de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor leven lang leren) (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 19 oktober 2006 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest m.b.t. de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren en m.b.t. de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" is goedgekeurd.

Art. 2. Dat samenwerkingsakkoord gaat bij dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 juni 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 598 (2006-2007), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 13 juni 2007.

Bespreking - Stemmingen.

Samenwerkingsakkoord betreffende de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren en de oprichting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Gelet op de artikelen I, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beslissing van het Parlement en van de Raad tot invoering van een geïntegreerd actieprogramma voor leven lang leren;

Gelet op Verordening (EG, EURATOM) nr. 1605/2002 van de Raad van 25 juni 2002 houdende het Financieel Reglement van toepassing op de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op Verordening (EG, EURATOM) nr. 2342/2002 tot vaststelling van de uitvoeringsvoorschriften van Verordening (EG, Euratom) nr. 1605/2002 van de Raad houdende het Financieel Reglement van toepassing op de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 22 maart 2007;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2007;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 maart 2007;

Overwegende dat de overheid een geschikte structuur, met name het Nationaal agentschap, moet aanwijzen voor de tenuitvoerlegging van het actieprogramma voor leven lang leren, met inbegrip van het financiële beheer;

Overwegende dat de materies waarop dit programma betrekking heeft, namelijk leven lang leren, op het vlak van de mobiliteit, financiering van projecten, partnerschappen of netwerken tussen acteurs van verschillende Staten van de Unie, eventueel uitgebreid tot derde landen, in België onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en Gewesten valt;

Overwegende dat de Commissie van de Europese Unie in het raam van de programma's die onder het "Direction générale de l'Éducation et de la Culture" (Directoraat-generaal Opvoeding en Cultuur) vallen, het bestaan erkent van drie Agentschappen in België die onder de Franse, de Vlaamse en de Duitstalige Gemeenschap ressorteren;

Overwegende dat bijgevolg een Franstalig agentschap opgericht moet worden;

Overwegende dat de beslissing van het Europese Parlement en van de Raad tot invoering van een geïntegreerd actieprogramma voor leven lang leren de lidstaten belast met het nemen van de nodige maatregelen om op hun niveau de efficiënte werking van het geïntegreerd programma te waarborgen, waarbij alle partijen betrokken worden die deelnemen in de vraagstukken i.v.m. leven lang leren, overeenkomstig de nationale praktijken;

Overwegende dat de nationale praktijken aangepast worden aan elk subprogramma van het Programma voor leven lang leren;

Overwegende dat die beslissing de lidstaten belast met de oprichting of de aanwijzing alsook met de opvolging van een geschikte structuur om op hun niveau te zorgen voor het gecoördineerde beheer van de tenuitvoerlegging van de acties van het Programma voor leven lang leren (Nationale agentschappen), m.i.v. het begrotingsbeheer, overeenkomstig de Europese reglementaire bepalingen;

Overwegende dat het essentieel is dat een samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie gesloten wordt om een wettelijk kader in te stellen voor de tenuitvoerlegging en het beheer van een geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-Presidente, Mevr. M. Arena, en in de persoon van haar Minister Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, Mevr. M.-D. Simonet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer E. Di Rupo, en in de persoon van haar Minister van Vorming, Mevr. Marie Arena;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar college in de persoon van haar President, de heer B. Cerexhe, en in de persoon van de Minister belast met Beroepsopleiding, Mevr. F. Dupuis;

Hierna de "partijen" genoemd,

Zijn overeengekomen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — Doel, toepassingsgebied en rechthebbenden

Artikel 1. In de zin van deze samenwerkingsovereenkomst wordt verstaan onder :

1° Programma voor leven lang leren : geïntegreerd communautair actieprogramma voor leven lang leren, waarvan het algemeen doel erin bestaat via leven lang leren bij te dragen tot de ontwikkeling van de Gemeenschap van de Europese Unie als maatschappij van de gevorderde kennis, gekenmerkt door een duurzame economische ontwikkeling, meer en betere banen en een toegenomen sociale cohesie, waarbij gezorgd wordt voor een goede bescherming van het leefmilieu voor de volgende generaties. Het beoogt in het bijzonder de bevordering van uitwisselingen, samenwerking en mobiliteit tussen de opvoedings- en vormingssystemen binnen de Gemeenschap van de Europese Unie, opdat ze een referentie van wereldkwaliteit kunnen worden.

2° sectorale subprogramma's van het Programma voor leven lang leren : de volgende sectorale subprogramma's :

a) het subprogramma Comenius, dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan het voorschools en schoolonderwijs tot aan het einde van de tweede cyclus van het middelbaar onderwijs, alsook op de inrichtingen en organisaties die in dat onderwijs voorzien;

a) het subprogramma Erasmus, dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan het formele hoger onderwijs en aan het onderwijs en de beroepsopleiding van het hogere niveau, ongeacht de duur van hun cyclus of diploma en met inbegrip van de doctoraatstudies, alsook op de inrichtingen en organisaties die dat onderwijs en die opleiding vergemakkelijken of erin voorzien;

a) het subprogramma Leonardo da Vinci, dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan het onderwijs en de beroepsopleiding die niet onder het hogere niveau ressorteren, alsook op de inrichtingen en organisaties die dat onderwijs en die opleiding vergemakkelijken of erin voorzien;

a) het subprogramma Grundtvig, dat gericht is op de behoeften inzake onderwijs en scholing van alle deelnemers aan alle vormen van volwasseneducatie, alsook op de inrichtingen en organisaties die dat onderwijs en die opleiding vergemakkelijken of erin voorzien;

e) de actie Jean Monnet : het zesde programma van het Programma voor leven lang leren met het oog op de ondersteuning van een reeks inrichtingen en activiteiten die Europese integratie beogen;

3° transversaal subprogramma van het Programma voor leven lang leren : het transversaal subprogramma dat betrekking heeft op de volgende vier sleutelactiviteiten;

a) politieke samenwerking voor leven lang leren in de Gemeenschap;

b) de bevordering van het aanleren van talen;

c) de ontwikkeling, inzake leven lang leren, van een inhoud, diensten, pedagogieën en vernieuwende praktijken die op de ICT steunen;

d) de bekendmaking en de exploitatie van de resultaten van acties gesteund overeenkomstig het programma en vroegere verwante programma's, alsook de uitwisseling van goede praktijken;

4° overige acties : andere subprogramma's of acties voor leven lang leren;

5° Agentschap : "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor leven lang leren) ingesteld door de ondertekenende partijen.

Art. 2. Het toepassingsgebied van het Programma voor leven lang leren bestaat erin een tegemoetkoming te verlenen voor de volgende acties :

- a) de mobiliteit van de personen die in Europa aan leven lang leren deelnemen;
 - b) de bi- en multilaterale partnerschappen;
 - c) de multilaterale projecten die speciaal bestemd zijn om de nationale educatie- en vormingssystemen te verbeteren;
 - d) de unilaterale en nationale projecten;
 - e) de multilaterale projecten en netwerken;
 - f) de waarneming en de analyse van de beleidsvormen en systemen voor leven lang leren, het uitwerken van referentiemateriaal, met inbegrip van de onderzoeken, statistieken, analyses en indicators, de acties tot ondersteuning van de doorzichtigheid en de erkenning van de kwalificaties en de vroegere scholing, alsook de acties tot bevordering van samenwerking om kwaliteit te waarborgen;
 - g) de toekenning van werkingssubsidies om bij te dragen in bepaalde operationele en administratieve kosten van de organisaties die actief zijn in het domein waarop het Programma voor leven lang leren betrekking heeft;
- 2° andere initiatieven conform de doelstellingen van het Programma voor leven lang leren ("begeleidingsmaatregelen").

Art. 3. Het programma voor leven lang leren is bestemd voor :

- a) leerlingen, studenten, personen in opleiding en volwassenenonderwijs;
- b) het personeel betrokken bij elk aspect van het leven lang leren;
- c) personen op de arbeidsmarkt;
- d) verstrekkers van educatieve diensten;
- e) personen en instellingen die verantwoordelijk zijn voor de systemen en beleidsvormen betreffende elk aspect van het leven lang leren op lokaal, regionaal en nationaal vlak;
- f) ondernemingen, sociale partners en hun organisaties op alle niveau's, met inbegrip van de vakorganisaties en de handels- en nijverheidskamers;
- g) instellingen die diensten inzake oriëntatie, adviesverlening en informatie verstrekken i.v.m. elk aspect van het leven lang leren;
- h) verenigingen die op het vlak van het leven lang leren werken, met inbegrip van de studentenverenigingen, verenigingen van personen in opleiding, leerlingen, onderwijzers, ouders en volwassenenonderwijs;
- i) de onderzoekscentra en de instellingen die betrokken zijn bij vraagstukken betreffende leven lang leren;
- j) verenigingen zonder winst oogmerk, belangeloze instellingen, niet-gouvernementele organisaties (NGO's).

HOOFDSTUK II. — Oprichting en beheer van het Agentschap

Afdeling 1. — Oprichting

Art. 4. De Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe binnen haar diensten een dienst met apart beheer op te richten in de zin van artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, met name het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie", hierna Agentschap genoemd.

Art. 5. Het Agentschap is verantwoordelijk voor de organisatie en het beheer van het Programma voor leven lang leren, alsook van elk ander Europees of internationaal mobiliteits-, uitwisselings- en dialoogprogramma dat de ondertekenende partijen hem zouden toevertrouwen.

Het vervult de volgende opdrachten :

1. de relaties met de Europese autoriteiten verzorgen voor het beheer van het Programma voor leven lang leren;
2. zorgen voor de bevordering van en de informatie over het programma voor leven lang leren; :
3. zorgen voor de tenuitvoerlegging van de gemeenschappelijke acties waarin het programma voor leven lang leren voorziet;
4. adviezen over gecentraliseerde projecten uitbrengen;
5. zorgen voor het goede financiële beheer van de kredieten gestort door de Europese Unie als steun voor de projecten betrokken bij het Programma voor leven lang leren;
6. de eventuele budgettaire overdrachten tussen de subprogramma's uitvoeren;
7. onrechtmatig gestorte fondsen invorderen;
8. de kandidatenoproepen organiseren;
9. de procedures inzake steunverlening voor projecten organiseren volgens de beginselen van doorzichtigheid en gelijkheid van behandeling.

Afdeling 2. — Beheer

Art. 6. Het Agentschap beschikt over de volgende organen : een beheerscomité, kamers en een uitvoerende cel.

Art. 7. § 1. Het Agentschap staat onder de operationele leiding van het beheerscomité bedoeld in artikel 6.

§ 2. Het beheerscomité is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van de Regering van het Waalse Gewest en één vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie, die stemrecht hebben.

Voor elk gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

Het beheerscomité bestaat ook nog uit de volgende personen die raadgevende stem hebben :

1. de voorzitters van de kamers;
2. de leider van de uitvoerende cel;
3. een vertegenwoordiger van het CGRI-DRI;

4. een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
5. een vertegenwoordiger van het Ministerie van het Waalse Gewest;
6. een vertegenwoordiger van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;
7. elke deskundige of waarnemer die het beheerscomité nuttig acht uit te nodigen;
8. de Inspectie van Financiën.

De vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap binnen het programmacomité van de EU neemt als waarnemer deel aan het beheerscomité.

§ 3. Binnen de maand van zijn installatie wijst het beheerscomité in zijn midden zijn voorzitter en twee ondervoorzitters aan en legt die aanwijzingen ter goedkeuring voor aan de ondertekenende partijen. De voorzitter wordt onder de vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap gekozen.

§ 4. Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst aan de gezamenlijke goedkeuring van de ondertekenende partijen. Het reglement bevat o.a. :

- 1° de regels voor de oproeping van het beheerscomité;
- 2° de regels voor het opnemen van de agendapunten;
- 3° de regels betreffende de voorrechten van de voorzitter en de ondervoorzitters;
- 4° de regels betreffende het voorzitterschap van het beheerscomité in geval van afwezigheid van de voorzitter of de ondervoorzitters;
- 5° de regels betreffende het quorum opdat het beheerscomité rechtsgeldig kan beraadslagen, alsook de stemmingsmodaliteiten;
- 6° de periodiciteit van de vergaderingen van het beheerscomité;
- 7° de vorm van de actieplannen;
- 8° de regels op grond waarvan het beheerscomité bepaalde taken aan de uitvoerende cel of de kamers kan delegeren;
- 9° de modaliteiten inzake de informatieverstrekking aan het beheerscomité m.b.t. de beslissingen genomen door de kamers;
- 10° de modaliteiten betreffende de behandeling van de beroepen.

Art. 8. § 1. Er wordt een kamer ingesteld per sectoraal subprogramma, transversaal subprogramma of andere secties waarvan de samenstelling en de essentiële werkingsregels door het beheerscomité vastgelegd worden met de goedkeuring van betrokken Regering of College.

In afwijking van het eerste lid wordt de kamer voor het subprogramma Erasmus en het subprogramma Jean Monnet ingesteld door de Hoge raad voor de studentenmobiliteit opgericht bij het decreet van 19 mei 2004.

§ 2. De kamers worden voor elk van de subprogramma's, mits goedkeuring van het beheerscomité, met de volgende opdrachten belast :

- de door het beheerscomité toegewezen taken vervullen;
- elk voorstel inzake het financiële beheer van de kredieten en de eventuele overdracht ervan naar een ander subprogramma aan het beheerscomité overleggen;
- advies uitbrengen over de opdrachten van het Agentschap m.b.t. het programmagedeelte dat hen betreft om te zorgen voor de inachtneming van de beginselen van doorzichtigheid en gelijke behandeling.

Elke kamer wordt bovendien belast met :

- het uitbrengen, op eigen initiatief of op verzoek van één van de ondertekenende partijen, van adviezen of aanbevelingen betreffende het geïntegreerd programma, per subprogramma of actie;
- het overmaken, op door het beheerscomité bepaalde tijdstippen, van een strategische oriëntatienota, met name inzake algemene en operationele doelstellingen, aan de ondertekenende partijen door wie ze goedgekeurd wordt;
- het overmaken aan de ondertekenende partijen van een jaarlijkse evaluatie per subprogramma of actie op basis van het activiteitenverslag en andere gegevens verstrekt door het Agentschap.

In afwijking van artikel 7, § 1, kunnen de opdrachten bedoeld in artikel 5, tweede lid, punten 8 en 9, aan de bevoegde kamer in plaats van aan het beheerscomité toegewezen worden voor zover ze betrekking hebben op een subprogramma dat onder de bevoegdheden van één enkele ondertekenende partij valt.

Elke kamer kan bovendien door de bevoegde Regering belast worden met het beheer van elk ander mobiliteitsprogramma of elke andere mobiliteitsactie.

§ 3. Binnen de maand van haar installatie wijst elke kamer binnen haar midden haar voorzitter en ondervoorzitters aan.

- § 4. Elke kamer maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan het beheerscomité. Het reglement voorziet in de modaliteiten voor de uitvoering van de door het beheerscomité gedelegeerde taken.

Art. 9. § 1. De uitvoerende cel wordt belast met de uitvoering van de beslissingen van het beheerscomité of, in voorkomend geval, krachtens artikel 8, § 2, derde lid, van de kamers, en is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer.

Ze neemt het secretariaat van het beheerscomité, onder wiens toezicht het staat, alsook dat van de kamers waar.

§ 2. De uitvoerende cel staat onder het functionele gezag van een directeur die door de Regering van de Franse Gemeenschap aangewezen wordt na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De directeur van de uitvoerende cel wordt aangewezen onder de vastbenoemde ambtenaren die houder zijn van een bevorderingsgraad van niveau 1 binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en onder de vastbenoemde ambtenaren die houder zijn van een bevorderingsgraad van niveau 1 binnen de Diensten van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie. Ze zijn opdrachtgelastigd binnen het Agentschap.

§ 3. De uitvoerende cel wordt in secties opgedeeld. Elke sectie staat onder het gezag van een verantwoordelijke. Het personeel van het Agentschap wordt verdeeld na beslissing van het beheerscomité en op voorstel van de directeur van de uitvoerende cel. Bij de vastlegging van de personeelsformatie van elke sectie wordt o.a. het gedeelte van de Europese subsidie dat per subprogramma toegekend wordt in aanmerking genomen.

Ze omvat minstens vier secties die belast worden met het beheer van de subprogramma's Comenius, Erasmus, Jean Monnet, Leonardo da Vinci en Grundtvig. Onverminderd § 2, eerste lid, voeren deze secties desgevallend de beslissingen uit die door de kamers zijn genomen krachtens artikel 8, § 2, derde en vierde lid.

Ze omvat bovendien een sectie die belast wordt met de coördinatie van het transversale subprogramma bedoeld in artikel 1, 3^o, van deze samenwerkingsovereenkomst.

§ 4. De Regering van de Franse Gemeenschap wijst de verantwoordelijken voor elk van bovenbedoelde secties aan onder de ambtenaren bedoeld in artikel 12 van deze samenwerkingsovereenkomst, na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, voor zover ze voor bedoeld subprogramma in aanmerking komen.

Voor de sectie die belast wordt met de coördinatie van het transversale subprogramma is de verantwoordelijke evenwel de directeur van de uitvoerende cel.

§ 5. De directeur van de uitvoerende cel voert de beslissingen uit van het beheerscomité, onder het gezag waarvan hij staat. Hij verstrekt het comité alle informatie en legt alle voorstellen over die nuttig zijn voor de vlotte werking van het Agentschap.

Hij neemt, onder het toezicht van het beheerscomité, het dagelijkse beheer van het Agentschap waar.

Hij woont de vergaderingen van het beheerscomité waaronder hij ressorteert met raadgevende stem bij.

HOOFDSTUK III. — *Beroepscommissie*

Art. 10. Elke verzoeker die een beslissing tot steunweigering, -schorsing of -intrekking betwist, kan een administratief beroep indienen bij een beroepscommissie, die daarvan binnen tien werkdagen ontvangst bericht.

De Beroepscommissie is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van het Waalse Gewest en één vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het beroep wordt door de eiser ingediend binnen de maand van de kennisgeving van de beslissing die hij betwist of, bij gebrek aan kennisgeving, binnen zes maanden vanaf de indiening van het verzoek. Als het beroep niet binnen die termijn ingesteld wordt, is de beslissing definitief.

De Beroepscommissie brengt haar gemotiveerde beslissing uit binnen drie maanden na de aanhangigmaking van de zaak.

HOOFDSTUK IV. — *Personeel, toegewezen goederen, financiering, rekeningen en begroting van het Agentschap*

Art. 11. De Regeringen en het College zorgen ervoor dat de nodige middelen voor de werking van het Agentschap ter beschikking gesteld worden volgens modaliteiten die in onderlinge overeenstemming vastgelegd worden.

Afdeling 1. — Personeel

Art. 12. Het Agentschap beschikt over het nodige personeel voor zijn goede werking.

Het personeel van het Agentschap is samengesteld uit :

- ambtenaren en personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- ambtenaren en personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen;
- contractuele personeelsleden in dienst genomen in het kader van de uitvoering van de Europese programma's, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- ambtenaren van de Diensten van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met opdrachten binnen het Agentschap.

Behalve de leider, bestaat de uitvoerende cel uit minstens 14 personen, van wie minstens 7 het universitaire niveau gehaald hebben.

Afdeling 2. — Goederen toegewezen aan het Agentschap

Art. 13. Een inventaris met de lijst van de goederen die voor de uitoefening van de opdrachten van het Agentschap bestemd zijn, wordt binnen de maand na de inwerkingtreding van deze overeenkomst door de ondertekenende partijen opgemaakt.

Na afloop van deze samenwerkingsovereenkomst worden de ondertekenende partijen het eens over de eigendom van de geïnventariseerde goederen en van die welke het Agentschap verworven heeft tijdens de looptijd van de overeenkomst.

Afdeling 3. — Financiering, rekeningen en begroting

Art. 14. Het Agentschap beschikt over de volgende middelen :

1° de subsidies toegekend voor de verschillende programma's bedoeld in artikel 5, o.a. de subsidies toegekend door de Europese Commissie in het raam van het Programma voor leven lang leren;

2° de middelen opgenomen in de begrotingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

3° de fondsen van derden ter beschikking gesteld in het raam van het Programma voor leven lang leren;

4° de hulpmiddelen in natura, met name de detachering van personeel en de toewijzing van middelen door de ondertekenende partijen.

De middelen bedoeld in het eerste lid, 2°, worden voor elk subprogramma berekend naar rato van het deel van de Europese cofinanciering waarvoor elke entiteit in aanmerking komt.

Art. 15. Het Agentschap maakt zijn begroting op onder de gezamenlijke leiding van het beheerscomité. De begroting van het Agentschap wordt bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap gevoegd. Het wordt bij de administratieve begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschapscommissie gevoegd.

Art. 16. De uitvoeringsrekening van de begroting en de Schatkistrekening worden uiterlijk 31 maart van het volgende boekjaar vastgelegd door het beheerscomité. Ze worden uiterlijk 30 april door de Minister van Begroting van de Franse Gemeenschap aan het Rekenhof overgemaakt. De rekeningen worden bij de algemene rekening van de Franse Gemeenschap gevoegd.

Art. 17. § 1. De begroting van het Agentschap onderscheidt de ontvangsten :

1° betreffende de over te dragen eventuele saldi

2° betreffende de programma's bedoeld in artikel 5;

3° betreffende de werking van het Agentschap;

4° betreffende de financiële producten van de specifieke rekeningen geopend om de subsidies van derden, namelijk van de Europese Commissie, in ontvangst te nemen.

De begroting onderscheidt de ontvangsten betreffende de werking van het Agentschap op grond van hun herkomst, namelijk de ontvangsten betreffende de verschillende subprogramma's van het Programma voor leven lang leren.

§ 2. De begroting van het Agentschap verdeelt de uitgaven per sector in :

1° personeelskosten;

2° werkingskosten;

3° aankoopkosten;

4° ramingskosten;

5° diverse kosten.

Art. 18. De begroting van het Agentschap wordt in drie delen opgedeeld :

1° de lopende verrichtingen;

2° de kapitaalverrichtingen;

3° de verrichtingen voor order.

Het onderscheid ontvangsten-uitgaven wordt binnen elk deel gemaakt.

Art. 19. De rekeningen worden overgelegd volgens de modaliteiten die het beheerscomité bepaalt.

Ze omvatten hoe dan ook :

1° een uitvoeringsrekening van de begroting;

2° een overzicht van de activa en passiva van het Agentschap;

3° een variatierekening van het erfgoed, vergezeld van een inventaris van het erfgoed;

4° een schatkistrekening die de concordantie tussen het begrotingsresultaat en het schatkistresultaat vastlegt.

Art. 20. De financiële middelen die beschikbaar zijn aan het einde van een boekjaar mogen vanaf het begin van het volgende boekjaar gebruikt worden.

Art. 21. De Regering van de Franse Gemeenschap wijst op de voordracht van het beheerscomité twee boekhouders van het Agentschap aan die onder het Rekenhof vallen. Eén boekhouder wordt belast met het boekhoudkundig beheer van de ontvangsten en uitgaven betreffende de Europese programma's en de desbetreffende financiële producten. De andere wordt belast met het boekhoudkundig beheer van de overige begrotingsontvangsten en -uitgaven.

Ze worden belast :

1° met de hantering en de bewaking van de waarden;

2° met de opmaking en de bewaring van de documenten bedoeld in artikel 19, tweede lid.

Art. 22. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap neemt de nodige maatregelen voor het beheer van de specifieke rekeningen geopend door het Agentschap om de door derden gestorte fondsen te beheren, alsook de financiële producten die uit dat beheer voortkomen.

§ 2. In het raam van de Europese programma's wordt het Agentschap belast met het beheer van de specifieke bankrekeningen geopend bij de Kashouder van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de Europese regelgeving, onder de operationele leiding van het beheerscomité. De creditinteressen van deze rekeningen worden eveneens door het Agentschap beheerd via een specifieke bankrekening onder toezicht van het beheerscomité.

De financiële opbrengsten uit het beheer van de specifieke rekeningen die zijn geopend door het Agentschap om de door de Europese Unie gestorte fondsen te beheren worden verhoudingsgewijs bestemd voor de uitgaven van elk subprogramma dat hen voortgebracht heeft, behalve andersluidende beslissing van het beheerscomité op voorstel van de betrokken kamers.

Art. 23. De verrichtingen van het Agentschap worden gecontroleerd overeenkomstig de geldende bepalingen binnen de Franse Gemeenschap inzake het administratief en budgettair toezicht.

Ze worden tevens gecontroleerd door de auditcel van de Inspectie van Financiën ingesteld via bestuurscontract tussen de Waalse Regering en de Franse Gemeenschapsregering, enerzijds, en het Korps van de Inspectie van Financiën, anderzijds, voor de uitvoering van een audit van de beheers- en controlesystemen van de programma's die gefinancierd worden door de Europese structuurfondsen van 7 september 1998 en zijn aanhangsel van 21 december 2000.

Art. 24. De uitgaven worden zonder de tussenkomst van het Rekenhof vereffend en betaald.

Het Rekenhof kan de boekhouding ter plaatse controleren. Het kan elk ogenblik verzoeken om alle bewijsstukken, staten, gegevens en uitleg met betrekking tot de inkomsten en uitgaven, alsook met betrekking tot het vermogen en de schulden van het Agentschap.

Art. 25. De Regering van de Franse Gemeenschap legt een auditregeling voor het Agentschap vast, na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK V. — *Algemene en slotbepalingen*

Afdeling 1. — Uitvoering

Art. 26. De modaliteiten voor de uitvoering van deze samenwerkingsovereenkomst, o.a. wat betreft de werking, het personeel, de financiering, de begroting en de rekeningen van het Agentschap, worden na eensluidend advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie door de Regering van de Franse Gemeenschap vastgelegd binnen de maand na de bekrachtiging van het decreet houdende goedkeuring van deze overeenkomst.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 27. Het Agentschap zal bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst toezien op de overgang tussen deze acties, die gevoerd worden in het raam van de vorige Europese programma's betreffende educatie en vorming waarvan het beheer door de ondertekenende partijen waargenomen wordt, en de acties te voeren in het raam van het Programma voor leven lang leren, onverminderd andere bepalingen die terzake door elke ondertekenende partij zijn genomen. De ondertekenende partijen nemen desgevallend de nodige maatregelen om het betrokken personeel over te plaatsen.

Afdeling 3. — Duur

Art. 28. Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2007.

Ze wordt gesloten voor de duur van één jaar.

Ze wordt van rechtswege stilzwijgend hernieuwd als ze niet zes volle maanden vóór de vervaldatum ervan opgezegd wordt.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De President,
B. CEREXHE

De Minister van Vorming,
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA